“Vengeance” : un site d’extrême gauche met en ligne adresses, téléphones et photos d’enfants de policiers

11/03/2015 à 22h13

Un groupe proche de l’extrême gauche a mis en ligne, sur un blog très explicite, les photos de fonctionnaires de police et de gardiens de prison de la région de Rennes, mais aussi de leurs enfants. Le parquet a ouvert une enquête.



[…] Sous le titre «Vengeance», on y voit publiées des photos d’agents de ces deux administrations en poste dans la région de Rennes. **Avec en prime des clichés de leurs conjoints, de leurs proches, mais aussi des dates de naissances, des noms, des adresses personnelles.** Autant d’éléments que ces fonctionnaires ont eux-mêmes posté imprudemment sur leurs propres pages Facebook notamment.

Le talon d'Achille des réseaux sociaux et du désir de se raconter a donc été exploité cyniquement par **des personnes proches de la mouvance d'extrême gauche** qui expose ses thèses et communique via les sites d'information alternatifs du collectif Indymedia. […]

Ce nouveau site à pour objectif non pas la dénonciation d'exactions réelles ou supposées. Il vise gratuitement des familles, des enfants d'agents, parfois des bébés, de quelques semaines à peine, en photo dans les bras de leurs parents. Sans même un floutage des clichés, avec les prénoms des enfants mentionnés, mais aussi leur âge. «C'est intolérable et le terme de vengeance employé par ceux qui se livrent à de telles dérives laisse craindre le pire pour ces familles d'agents exposées à la vindicte de n'importe quel fou!», déplore Nicolas Comte, le secrétaire général adjoint du syndicat de policiers Unité-SGP-Police. […]

Les «matons» pointés du doigt travaillent à la maison d'arrêt, les policiers à la Sécurité publique ou à la PJ de Rennes. […]

Pour les syndicats de policiers, il est urgent de fermer l'accès à ce site. Mais le syndicaliste Nicolas Comte n'est guère optimiste: «Le site est encore accessible, malgré la saisine des magistrats, et il y a fort à parier que les problèmes juridiques qui se poseront vont compliquer l'action des autorités françaises». Souvent, en effet, les blogs d'Indymedia sont hébergés à l'étranger, dans des pays réticents à toute coopération judiciaire. Les syndicats de policiers et des personnels pénitentiaires se disent ulcérés de voir des photos d'enfants d'agents, parfois de bambins, aujourd'hui menacés, toujours diffusées sur la Toile.

Source